



KPMG S.A.
25 Rue Hubert Curien
Parc d'Activité Romanet
87000 Limoges

Chambre de Commerce et d'Industrie de la Creuse

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Chambre de Commerce et d'Industrie de la Creuse
8 Avenue d'Auvergne CS 50035 - 23000 GUERET

Ce rapport contient 27 pages.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
25 Rue Hubert Curien
Parc d'Activité Romanet
87000 Limoges

Chambre de Commerce et d'Industrie de la Creuse

8 Avenue d'Auvergne CS 50035 - 23000 GUERET

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Creuse,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Creuse relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Chambre de Commerce à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes



auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier. Il appartient à la Commission des Finances d'émettre un avis sur ces comptes.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Limoges, le 20 mai 2025

KPMG S.A.

Elisabeth Lefraive

Associée

SITUATION
PATRIMONIALE

		EXERCICE 2024			EXERCICE 2023
	ACTIF	BRUT	AMORTISSE- MENTS ET PROVISIONS (à réduire)	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles :				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	5 000,00		5 000,00	5 000,00
	Fonds commercial (1)				
	Autres	215 271,24	215 271,24	0,00	0,00
	Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles :				
	Terrains	28 524,00	0,00	28 524,00	28 524,00
	Constructions	2 180 654,56	917 258,56	1 263 396,00	1 313 039,46
	Installations techniques, matériel et outillage	10 914,13	10 914,13	0,00	0,00
	Collections	2 286,74	0,00	2 286,74	2 286,74
	Autres	356 672,68	214 940,63	141 732,05	114 700,66
	Immobilisations corporelles en cours	991 585,28	0,00	991 585,28	0,00
	Immobilisations mises en concession				
	Immobilisations financières (2) :				
ACTIF CIRCULANT	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	7 265,73	220,84	7 044,89	7 044,89
	Prêts				
	Prêts et avances inter-services accordés				
	Autres Créances immobilisées				
	Autres				
	TOTAL I	3 798 174,36	1 358 605,40	2 439 568,96	1 470 595,75
	Stocks et en-cours :				
	Matières premières et autres approvisionnements	2 304,78		2 304,78	1 855,39
	En-cours de productions (biens et services) (a)				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes	1 612,25		1 612,25	1 110,71
	Créances (3) :				
COMPTES DE REGULARISATION	Créances clients et comptes rattachés (b)	152 210,80	7 261,00	144 949,80	102 141,65
	Autres	192 266,68	9 059,12	183 207,56	235 947,29
	Valeurs mobilières de placement	0,00		0,00	0,00
	Disponibilités	491 415,98		491 415,98	1 323 731,63
	Charges constatées d'avances (3)	31 895,33		31 895,33	14 231,97
	TOTAL II	871 705,82	16 320,12	855 385,70	1 679 018,64
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion Actif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V).....	4 669 880,18	1 374 925,52	3 294 954,66	3 149 614,39
(1) Dont droit au bail (2) Dont à moins d'un an (3) Dont à plus d'un an					

SITUATION PATRIMONIALE

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

On ne fait pas apparaître dans le consolidé les contributions interservices. Uniquement dans les états distincts SG-Form-CFA

PRODUITS	BUDGET EXECUTE 2023	BUDGET RECTIFIE 2024	BUDGET EXECUTE 2024	DIFFERENCE
<i>Produits d'Exploitation</i>				
Taxe pour Frais de Chambres - TFC	1 128 692,00	1 128 691,00	1 128 691,00	
Sous-Total(A).....	1 128 692,00	1 128 691,00	1 128 691,00	
Ventes de Marchandises	5 328,25	2 500,00	2 323,95	-176,05
Production Vendue (biens & services)	197 404,05	262 774,00	260 226,94	-2 547,06
Sous-Total(B).....	202 732,30	265 274,00	262 550,89	-2 723,11
Production Stockée				
Production Immobilisée				
Ressources d'Origine Publique & Subventions d'Exploitation	857 968,81	920 045,00	878 166,76	-41 878,24
Reprises sur Provisions (& amortissements), transferts de charges	136 267,69	143 467,00	143 498,58	31,58
Autres Produits	8,64	10,00	6,57	-3,43
Sous-Total(C).....	994 245,14	1 063 522,00	1 021 671,91	-41 850,09
TOTAL I (A,B,C)	2 325 669,44	2 457 487,00	2 412 913,80	-44 573,20
Quotes-Parts de résultats sur opérations faites en commun				
TOTAL II				
<i>Produits Financiers</i>				
Interêts sur DAT				
Interêts Coupon				
Intérêts / Actions	2 448,00	2 448,00	2 448,00	
Intérêts Habitat				
Produits Nets sur Cessions de Valeurs Mobilières de Placement	35 180,86	15 000,00	24 574,61	9 574,61
TOTAL III.....	37 628,86	17 448,00	27 022,61	9 574,61
<i>Produits Exceptionnels</i>				
Sur Opérations de Gestion	305,29			
Sur Opérations en Capital	26 669,82	28 075,00	28 075,25	0,25
Reprises sur Provisions & Transferts de Charges			23 165,00	23 165,00
TOTAL IV	26 975,11	28 075,00	51 240,25	23 165,25
TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)...	2 390 273,41	2 503 010,00	2 491 176,66	-11 833,34
Solde Débiteur	59 258,66	17 803,00	169 486,63	151 683,63
TOTAL GENERAL.....	2 449 532,07	2 520 813,00	2 660 663,29	139 850,29

Ensemble de la Chambre

CHARGES	BUDGET EXECUTE 2023	BUDGET RECTIFIE 2024	BUDGET EXECUTE 2024	DIFFERENCE
Charges d'Exploitation				
Parts Contributives				
Sous-Total.....				
Achats de Marchandises				
Variation de stock				
Achats de Matières Premières & Autres Approvisionnements				
Variation de stock				
Autres Achats & Charges Externes	2 032 288,36	2 181 313,00	2 166 982,39	-14 330,61
Impôts, Taxes & Versements Assimilés	19 618,54	25 118,00	25 096,92	-21,08
Salaires & Traitements	64 179,36	26 522,00	26 521,68	-0,32
Charges Sociales	40 443,04	23 210,00	25 357,39	2 147,39
Dotations aux Amortissements & aux Provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	136 053,55	133 000,00	132 649,39	-350,61
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions	4 820,00			
Pour risques & charges : dotations aux provisions	133 184,00	123 122,00	135 397,00	-12 275,00
Autres Charges	9 571,22	4 512,00	3 824,52	-687,48
Sous-Total.....	2 440 158,07	2 516 797,00	2 515 829,29	-967,71
TOTAL I	2 440 158,07	2 516 797,00	2 515 829,29	-967,71
Quotes-Parts de résultats sur opérations faites en commun				
TOTAL II				
Charges Financières				
Dotations aux amortissements & aux provisions				
Intérêts et Charges Assimilées				
Différences Négatives de Change				
Charges Nettes sur Cessions de Valeurs Mobilières de Placement				
TOTAL III.....				
Charges Exceptionnelles				
Sur Opérations de Gestion	51,00	56,00	121 013,00	120 957,00
Sur Opérations de Restructuration				
Sur Opérations en Capital				
Dotations aux Amortissements & aux Provisions	513,00		17 556,00	17 556,00
TOTAL IV	564,00	56,00	138 569,00	138 513,00
Impôts sur les Bénéfices (V)	8 810,00	3 960,00	6 265,00	2 305,00
TOTAL V	8 810,00	3 960,00	6 265,00	2 305,00
TOTAL DES CHARGES (I+II+III+IV+V)....	2 449 532,07	2 520 813,00	2 660 663,29	139 850,29
Solde Crédeur				
TOTAL GENERAL.....	2 449 532,07	2 520 813,00	2 660 663,29	139 850,29

**ANNEXE
DES COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2024**

Les comptes de l'exercice se caractérisent par les éléments suivants :

. TOTAL DU BILAN.....	3 294 954,66
. TOTAL DES PRODUITS.....	2 491 176,66
. RESULTAT DE L'EXERCICE.....	-169 486,63

La présente annexe comporte 8 pages y compris cette page de garde.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanences des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels des Chambres de commerce et d'industrie, et en particulier de la circulaire n° 1111 du 30 mars 1992.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur coût de production.

Les nouvelles normes comptables ont introduit de nouvelles règles en matière d'amortissement qui doivent dorénavant tenir compte de la durée d'usage. Les constructions doivent donc être amorties par composant.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire selon la durée de vie prévue :

- | | | |
|---|----------|----------|
| - Immobilisations incorporelles | linéaire | 3 ans |
| - Matériel pédagogiques | linéaire | 5 ans |
| - Matériel de transport | linéaire | 5 ans |
| - Matériel de bureau et informatique | linéaire | 5 ans |
| - Mobilier | linéaire | 10 ans |
| - Autres immobilisations corporelles (selon nature) | linéaire | 5/10 ans |

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CREUSE

Exercice 2024

Règles applicables à compter du 1^{er} janvier 2005 avec éclatement du poste constructions par composants :

- Gros œuvre	linéaire 50 ans
- Clos et couvert	linéaire 20 ans
- Lot technique	linéaire 10 ans
- Second œuvre	linéaire 10 ans
- Façade, menuiseries extérieures	linéaire 30 ans
- Chauffage	linéaire 25 ans
- Toiture	linéaire 50 ans
- Installations électriques	linéaire 15 ans
- Agencement, peinture, stores...	linéaire 15 ans
- Menuiseries intérieures, carrelage, plomberie	linéaire 30 ans
- Honoraires d'architecte	linéaire 30 ans

b) Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

c) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les créances portant sur des clients en redressement ou en liquidation judiciaire sont provisionnées à 100 %.

d) Ecart d'ouverture du premier bilan

Les apports correspondent à l'écart d'ouverture de premier bilan déterminé par la différence entre l'actif et le passif en 1994 soit 294 677 €.

e) Indemnités de fin de carrière

Les Chambres de commerce et d'industrie n'ont pas obligation de comptabiliser les engagements auxquels elles devront faire face en la matière.

Néanmoins, le statut du personnel prévoit le versement d'indemnités de fin de carrière variables selon l'ancienneté des personnels. Sur l'exercice 2024 ces indemnités ont été valorisées par un actuair ANTEEO.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CREUSE

Exercice 2024

L'évaluation des engagements est calculée selon la norme IAS 19 avec la méthode unités de crédits projetées service prorata :

Engagement de l'Entreprise : (salaire brut annuel/12) x Nb de mois acquis au moment du départ x (Ancienneté actuelle/Ancienneté future) x Taux de turnover x Taux de mortalité x Taux de progression salariale x Taux d'actualisation financière x Taux de charges sociales

Pour le personnel statutaire :

- | | |
|---------------------------------|--|
| - de 0 à 10 ans d'activité | 1 mois de traitement indiciaire, |
| - de 11 à 30 ans d'activité | 1 mois + 1/9 ^{ème} de RMI |
| | par année d'ancienneté à partir de 11 ans, |
| - à partir de 31 ans d'activité | 4 mois de traitement indiciaire, |

Pour le personnel de droit privé :

- | | |
|-----------------------------|-------------------------------|
| - de 5 à 9 ans d'activité | 1 mois de rémunération brute, |
| - de 10 à 14 ans d'activité | 2 mois de rémunération brute, |
| - de 15 à 19 ans d'activité | 3 mois de rémunération brute, |
| - de 20 à 24 ans d'activité | 4 mois de rémunération brute, |
| - de 25 à 29 ans d'activité | 5 mois de rémunération brute, |
| - plus de 30 ans d'activité | 6 mois de rémunération brute. |

Le prestataire a estimé l'engagement de la CCI Creuse à fin 2024 à 113 354 €.

Pour calculer cet engagement, ANTEEO a retenu plusieurs hypothèses :

- progression des salaires de 3.00% par an,
- un taux d'actualisation de 3.40% par an,
- un taux de mortalité table **INSEE F 2016-2018**
- un taux de turnover variable selon l'âge et la catégorie du salarié,
- un âge de départ à la retraite établi à 64 ans.

Le passage de personnel statutaire à personnel de droit privé, avant le départ en retraite, peut être choisi par certains effectifs car plus avantageux. Une provision de 10% du risque calculé sur l'ensemble de l'effectif statutaire a été passée pour un montant de 5 821 €

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CREUSE

Exercice 2024

f) Allocations d'ancienneté

Les Chambres de commerce et d'industrie ont obligation, comme les entreprises, de constater les engagements auxquels elles devront faire face en la matière (règlement 00-06 du CRC). Le règlement intérieur prévoit le versement d'allocations d'ancienneté, calculées selon la date d'entrée au service de la chambre, uniquement pour le personnel statutaire (selon l'article 22 du statut).

- à l'issue de la 20^{ème} année de service 140 points,
- à l'issue de la 25^{ème} année de service 170 points,
- à l'issue de la 30^{ème} année de service 200 points,
- à l'issue de la 35^{ème} année de service 230 points,
- à l'issue de la 40^{ème} année de service 260 points,

Le prestataire a estimé l'engagement de la CCI Creuse à fin 2024 à 16 222 €.

Pour calculer cet engagement, ANTEEO a retenu plusieurs hypothèses :

- progression des salaires de 0.50% par an,
- un taux d'actualisation de 3.40% an,
- Un taux de turnover variable selon l'âge et la catégorie du salarié
- Table de mortalité table **INSEE F 2016-2018**

g) Provision chômage CMAC

Jusqu'au 31 décembre 2018, l'ensemble des CCI de France cotisait à la Caisse d'Assurance Chômage « CMAC » pour couvrir les risques suivants :

- L'indemnisation chômage en cas de perte d'emploi d'un ancien salarié de CCI,
- Le versement des cotisations aux régimes de retraite complémentaires ARRCO / AGIRC pendant cette période d'indemnisation.

Cette caisse professionnelle permettait aux différentes Chambres Régionales de bénéficier d'un taux de cotisation chômage inférieur au taux de droit commun, du fait d'une sécurisation des parcours professionnels plus importante que dans le secteur privé.

Les récentes restructurations intervenues au sein des différentes CCI remettent en cause l'équilibre du financement de cette garantie.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CREUSE

Exercice 2024

Par ailleurs, le financement de ces risques était jusqu'à présent mutualisé entre toutes les CCI de France. Un récent rapport du CGEFI a rappelé qu'il incombait à chaque CCI employeur de constituer une provision en couverture de ce risque.

CCI France a souhaité l'assistance du Cabinet d'Actuaires SPAC Actuaires pour effectuer l'évaluation de cette provision afin qu'elle puisse être constatée par les employeurs de manière homogène dans leurs comptes.

La population évaluée a été segmentée de la façon suivante :

- Les personnes inscrites et indemnisées à la date de calcul
- Les personnes ayant des droits non déchus
- Par prudence, les personnes ayant été indemnisées et ayant épuisé leurs droits l'année N après l'âge de soudure (ils ont potentiellement le droit à un maintien jusqu'à la retraite à taux plein mais n'ont pas encore fait la demande).
- Les personnes inscrites et n'étant pas ou plus indemnisées, mais pouvant l'être, car elles disposent toujours de droits. Les personnes retenues ont été définies avec les gestionnaires de la CMAC, de la manière suivante :
 - o Les personnes n'étant plus indemnisées pour une cause différente du décès, jusqu'à épuisement du droit ou du départ à la retraite.
 - o Comme dans la partie précédente, les personnes ayant des droits non déchus.

La population concernée par ce dispositif est en baisse.

L'engagement de la CCI Creuse à fin 2024 est estimé à 5 250 €.

Il a été décidé d'adhérer, à compter du 1^{er} avril 2020, au régime général d'assurance chômage. De ce fait, nous acquittons une cotisation augmentée d'une sur-cotisation, appliquée sur les salaires afin de permettre la prise en charge des départs de personnes n'ayant pas, à ce jour, bénéficiées d'allocations.

FAITS MARQUANTS

- Ressource fiscale 2024 s'élevant à 1 128 691 €,
- Développement du Chiffre d'affaires de la Formation Continue, du Point Relais Conseil VAE, des Bilans de compétences, des études de faisabilité,
- Mise en place de formation RSE,
- Financement par les OPCO des coûts de formation des apprentis accueillis, CAP à BAC + 3,
- Augmentation de locations d'espaces au sein de la Villa Châteaufavier et de la Maison de l'économie,
- Poursuite des conventions Région et DEETS,
- Augmentation des charges de co-propriété en lien avec les surfaces supplémentaires,
- Participation aux Trophées des entreprises 4e édition Creuse,
- Changement de prestataire de nettoyage des locaux,

*Frais de personnel mis à disposition, prenant en compte :

- Une mise à la retraite (03/2024) + un départ volontaire (09/2024)

- **Dispositions du PLF 2024**

Il est précisé qu'apparaît en charges exceptionnelles le montant de prélèvement en fonds de roulement d'un montant de 121k€ correspondant à notre participation au socle commun comme précisé dans le PLF 2024 dans lequel il a été décidé que le réseau CCI France contribue à l'effort économique national via un prélèvement sur ses fonds de roulement de 100 millions d'euros sur la période 2024 à 2027. Ce prélèvement a connu ses premiers effets en 2024 et se situe à un niveau de 40 millions d'euros. Il est donc à prévoir un nouveau prélèvement en 2025.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CREUSE

Exercice 2024

Les opérations en capital, prennent en compte :

*Les investissements :

- Le système de gestion de l'énergie pour 5 212.62 €,
- L'acquisition de locaux au niveau RDCH de la Maison de l'économie pour 52 794.65 €,
- La poursuite des travaux de peinture du siège de la CCI : 10 132.80 €
- Les travaux d'agencement des salles formation : 14 741.02 €
- Le changement de Mobilier : 5 880.86 €
- Le remplacement du serveur informatique : 14 095.90 €
- Le remplacement de divers matériel informatique : 5 778.36 €
- Le début de la sécurisation des locaux : 9 801.11 €
- Les Appels de fonds pour le changement des fenêtres du Bâtiment B de la Maison de l'économie : 825 673.23 €
- Les Appels de fonds pour le changement du système de chauffage de la Maison de l'économie : 157 512.05 €

*Les Ressources :

- Des subventions d'investissement pour le matériel informatique et le mobilier du CFA : 10 827.97 €

IMMOBILISATIONS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

EXERCICE CLOS LE 31/12/2024							
	Valeur Brute début exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur Brute à fin exercice	Réévaluation Valeur d'Origine
		Réévaluation	Acquisition	par virement	par cession		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
. Frais d'établissement, recherche, développement	5 000,00					5 000,00	
. Autres postes d'immobilisations incorporelles	215 271,24					215 271,24	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
. Terrains PI Propriété MDE	11 844,00					11 844,00	
. Terrain Indivision MDE	3 680,00					3 680,00	
. Terrain Aubusson Ateliers Relais	13 000,00					13 000,00	
. Terrains Aérodrome	-					-	
. Bâtiment Aérodrome	-					-	
. Bâtiment la Poudrière	350 000,00					350 000,00	
. Installations générales, agencements, aménagem, Construc	6 817,80		5 212,62			12 030,42	
. Aubusson Inst Gle agencements	21 921,36					21 921,36	
. Bât PI Propriété MDE	260 054,00					260 054,00	
. Bâtiment Indivision MDE	18 400,00					18 400,00	
. Clos & Couv Propriété MDE	139 402,89					139 402,89	
. Clos & Couv Indivision MDE	7 360,00					7 360,00	
. Lot Technique PI Propriété MDE	52 011,00					52 011,00	
. Lot Technique Indivision MDE	3 680,00					3 680,00	
. 2nd Œuvre PI Propriété MDE	371 452,01					371 452,01	
. 2nd Œuvre PI Indivision MDE	3 680,00					3 680,00	
. Gros œuvre Batiment Ateliers Relais	108 000,00					108 000,00	
. Toiture Batiment Ateliers Relais	27 000,00					27 000,00	
. Aubusson gros œuvre lot n°1	79 385,57					79 385,57	
. Aubusson Menuiseries bois lot n° 2	79 903,68					79 903,68	
. Aubusson Serrurerie lot n°3	21 627,61					21 627,61	
. Aubusson Placo Isolation lot n° 4	37 333,62					37 333,62	
. Aubusson Carrelage lot n° 5	10 344,00					10 344,00	
. Aubusson Sols souples lot n° 6	7 851,60					7 851,60	
. Aubusson Peinture lot n° 7	172 440,97					172 440,97	
. Aubusson Electricité lot n°8	51 168,65					51 168,65	
. Aubusson Sanitaires Chauffage lot n° 9	35 737,76					35 737,76	
. Aubusson Travaux supplémentaires	122 929,60					122 929,60	
. MDE Lots 44/45	132 653,28					132 653,28	
. MDE Lot 20			52 794,65			52 794,65	
. Installation Immeuble Consulaire 2	1 491,89					1 491,89	
. Collections	2 286,74					2 286,74	
. Instal Tech Mat et Outillage Pédagogique	10 914,13					10 914,13	
. Matériel Outillage Mobilier	34 981,57					34 981,57	
. Instal.Gnl 2e étage Maison Economie			10 132,80			10 132,80	
. Installation Immeuble Centre de Formation	19 124,06		14 741,02			33 865,08	
. Matériel de transport Aérodrome	-					-	
. Matériel de bureau Informatique	148 868,81		21 275,37		21 193,05	148 951,13	
. Mobilier	122 861,24		5 880,86			128 742,10	
. Immob Corporelles En-cours			991 585,28			991 585,28	
	-					-	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
. Participations évaluées par mise en équivalence							
. Autres participations	1 000,00					1 000,00	
. Autres titres immobilisés	6 265,73		-		-	6 265,73	
. Prêts et autres immobilisations financières	-		-	-		-	
TOTAL.....	2 717 744,81	-	1 101 622,60	0,00	21 193,05	3 798 174,36	-

AMORTISSEMENTS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS			AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	
	Valeur en début Exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Sortie/Reprise	Valeur en fin d'Exercice	Amortissem Linéaires	Amortissem Dégressifs	Amortissem Exceptionnels	Dotations	Reprises
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES									
. Frais d'établissement, recherche, développement				-	-				
. Autres postes d'immobilisations incorporelles	215 271,24			215 271,24	215 271,24				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES									
. Terrains PI Propriété MDE				-	-				
. Terrain Indivision MDE				-	-				
. Terrain Aubusson Ateliers Relais				-	-				
. Terrains Aéroport				-	-				
. Bâtiment Aéroport	-			-	-				
. Bâtiment la Poudrère	192 151,94	7 700,00		199 851,94	199 851,94				
. Installations générales, agencements, aménagement, Construc	5 454,24	968,47		6 422,71	6 422,71				
. Travaux de sécurité Centre									
. Bât PI Propriété MDE	50 459,79	5 201,08		55 660,87	55 660,87				
. Bâtiment Indivision MDE	4 397,60	368,00		4 765,60	4 765,60				
. Clos & Couv Propriété MDE	62 960,63	6 970,15		69 930,78	69 930,78				
. Clos & Couv Indivision MDE	4 397,60	368,00		4 765,60	4 765,60				
. Lot Technique PI Propriété MDE	48 150,51	3 860,49		52 011,00	52 011,00				
. Lot Technique Indivision MDE				3 680,00	3 680,00				
. 2nd Œuvre PI Propriété MDE	348 328,05	15 361,25		363 689,30	363 689,30				
. 2nd Œuvre PI Indivision MDE	3 680,00			3 680,00	3 680,00				
. MDE Lots 44/45	1 311,79	5 306,13		6 617,92	6 617,92				
. MDE Lot 20		533,81		533,81	533,81				
. Gros œuvre Batiment Ateliers Relais	12 015,00	2 700,00		14 715,00	14 715,00				
. Toiture Batiment Ateliers Relais	6 007,50	1 350,00		7 357,50	7 357,50				
. Aubusson gros œuvre lot n°1	3 172,29	2 146,85		5 319,14	5 319,14				
. Aubusson Menuiseries bois lot n° 2	7 990,37	5 326,91		13 317,28	13 317,28				
. Aubusson Serrurerie lot n°3	2 162,76	1 441,84		3 604,60	3 604,60				
. Aubusson Placo Isolation lot n° 4	3 733,36	2 488,91		6 222,27	6 222,27				
. Aubusson Carrelage lot n° 5	1 551,60	1 034,40		2 586,00	2 586,00				
. Aubusson Sols souples lot n° 6	1 177,74	785,16		1 962,90	1 962,90				
. Aubusson Peinture lot n° 7	25 866,15	17 244,10		43 110,25	43 110,25				
. Aubusson Electricité lot n°8	5 116,86	3 411,24		8 528,10	8 528,10				
. Aubusson Sanitaires Chauffage lot n° 9	3 573,78	2 382,52		5 956,30	5 956,30				
. Aubusson Travaux supplémentaires	4 064,78	10 631,58		14 696,36	14 696,36				
. Aubusson Inst Gle agencements	2 389,10	2 096,40		4 485,50	4 485,50				
. Collections				-	-				
. Instal Tech Mat et Outillage Pédagogique	10 914,13			10 914,13	10 914,13				
. Matériel Outillage Mobilier	34 981,57			34 981,57	34 981,57				
. Installation Immeuble Consulaire 1									
. Installation Immeuble Consulaire 2	1 380,01	111,88		1 491,89	1 491,89				
. Installation Immeuble Centre de Formation	9 497,72	2 798,22		12 295,94	12 295,94				
. Installation Générale 2e étage Maison Economie		784,31		784,31	784,31				
. Matériel de transport Aéroport	-			-	-				
. Matériel de bureau Informatique	72 476,76	24 169,36	21 193,05	75 453,07	75 453,07				
. Mobilier	98 613,35	5 108,33		103 721,68	103 721,68				
TOTAL.....	1 246 928,22	132 649,39	21 193,05	1 358 384,56	1 358 384,56	-	-	-	-

MOUVEMENTS AFFECTANT LES CHARGES
A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

	Montant net au début de l'exercice	Augmentation	Dotation exercice aux amortissements	Montant net en fin d'exercice
. Charges à répartir sur plusieurs exercices				
. Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

NATURE DES PROVISIONS	Montant en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Affectation directe sur Report à Nouveau	Montant en fin d'exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES					
. Provisions p/reconstit.gisements miniers, pétroliers	-				-
. Provisions pour investissements	-				-
. Provisions pour hausse des prix	-				-
. Provisions pour fluctuation des cours	-				-
. Amortissements dérogatoires	-				-
. Provisions fiscales implantations étr.av.01/01/92	-				-
. Provisions fiscales implantations étr.ap.01/01/92	-				-
. Autres provisions réglementées	-				-
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
. Provisions pour risques & charges	161 599,00	135 397,00	156 349,00		140 647,00
. Provisions pour litiges	-	17 556,00			17 556,00
. Provisions p/garanties données aux clients	-				-
. Provisions p/pertes sur marchés à terme	-				-
. Provisions pour pertes de change	-				-
. Prov.p/pensions, obligations similaires	-				-
. Provisions pour impôts	-				-
. Provisions pour renouvellement des immobilisations	-				-
. Provisions pour grosses réparations	-				-
. Prov.p/charges sociales fiscales s/congés payés	-				-
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS					
. Sur immobilisations incorporelles	-				-
. Sur immobilisations corporelles	-				-
. Sur immobilisations : titres mis en équivalence	-				-
. Sur autres immobilisations financières	220,84				220,84
. Sur stocks et en cours	-				-
. Sur comptes clients	7 488,00		227,00		7 261,00
. Sur comptes créditeurs divers	9 059,12				9 059,12
. Autres provisions pour dépréciations	-	-			-
TOTAL.....	178 366,96	152 953,00	156 576,00		174 743,96

Dont dotations
et reprises

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CREUSE

ETAT DES ECHEANCES CREANCES ET DES DETTES

EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

	Montant Brut	A 1 an au +	A plus 1 an
ETAT DES CREANCES			
ACTIF IMMOBILISE			
. Créances rattachées à des participations			
. Prêts (1) (2)			
. Autres immobilisations financières	7 265,73		7 265,73
. Dépôts et cautionnements			
. Créances Engagements Sociaux CCIT			
ACTIF CIRCULANT			
. Clients douteux ou litigieux	7 293,00		7 293,00
. Autres créances clients	113 463,54	113 463,54	
. Titres prêtés, (provisions pour dépréciation antér)			
. Personnel et comptes rattachés	-	-	
. Sécurité sociale & autres organismes sociaux	-	-	
. Etat : Impôts sur les bénéfices	-	-	
. Etat : Autres impôts, taxes, versements assimilés	-	-	
. Etat : Divers			
. Groupes et associés (2)			
. Débiteurs divers	192 266,68	192 266,68	
. Charges constatées d'avance.	31 895,33	31 895,33	
. Factures à établir.	31 454,26	31 454,26	
TOTAL	383 638,54	369 079,81	14 558,73
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts, avances consentis aux associés (p.p.)			

	Montant Brut	A 1 an au +	De 1 à 5 ans	A plus 5 ans
ETAT DES DETTES				
. Clients avances sur commandes				
. Emprunts obligatoires convertibles (1)				
. Autres emprunts obligatoires (1)				
. Emprunts, dettes auprès établissement crédit (1)				
. à 2 ans maximum à l'origine				
. à plus de 2 ans à l'origine				
. Emprunts, dettes financières divers (1) (2)				
. Fournisseurs et comptes rattachés	418 170,01	418 170,01		
. Personnel et comptes rattachés			-	
. Sécurité sociale, autres organismes sociaux	760,01	760,01		
. Emprunts, dettes auprès établissement crédit (1)	-			
. Emprunts, dettes auprès établissement crédit (1)	-			
. Emprunts, dettes auprès établissement crédit (1)	-			
. Emprunts, dettes auprès établissement crédit (1)	-			
. Etat : Prélèvement à la source Impôts/revenus	189,36	189,36		
. Etat : Impôts sur les bénéfices	6 265,00	6 265,00		
. Etat : Taxe sur la valeur ajoutée	5 898,23	5 898,23		
. Etat : Obligations cautionnées	-			
. Etat : Autres impôts, taxes, versements assimilés	-1 033,08	-1 033,08		
. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
. Groupes et associés (2)	-			
. Autres dettes	399 488,32	399 488,32		
. Dettes représentative titre empruntés				
. Produits constatés d'avance	277 287,18	277 287,18		
. Créiteurs divers				
. Factures établies d'avance				
TOTAL	1 107 025,03	1 107 025,03	-	-
(1) Emprunts souscris en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts, dettes contractés auprès associés				

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CREUSE

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Exercice clos le 31/12/2024

ELEMENT		
	CHARGES	PRODUITS
. Charges et produits d'exploitation	31 895,33	277 287,18
. Charges et produits financiers		
. Charges et produits exceptionnels		
TOTAL.....	31 895,33	277 287,18

--

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CREUSE
CHARGES A PAYER

Exercice clos le 31/12/2024

**MONTANT DES CHARGES A PAYER INCLUSES
DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN**

	Montant
. Emprunts obligatoires convertibles	
. Autres emprunts obligatoires	
. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
. Emprunts et dettes financières divers	
. Avances et acomptes reçus sur commandes	636,00
. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 572,32
. Dettes fiscales et sociales	12 079,52
. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
. Autres dettes	37 424,00
TOTAL.....	66 711,84

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CREUSE
PRODUITS A RECEVOIR

Exercice clos le 31/12/2024

MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	
	Montant
. Créances rattachées à des participation	
. Autres titres immobilisés	
. Prêts	
. Autres immobilisations financières	
. Créances clients et comptes rattachés	31 454,26
. Autres créances	184 738,65
. Valeurs mobilières de placement	
. Disponibilités	
TOTAL.....	216 192,91

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CREUSE

**BUDGET
EXECUTE
2024**

**VARIATIONS PENDANT
L'EXERCICE DES PRETS
& AVANCES
INTER SERVICES**

	TOTAL	SERVICE GENERAL	SERVICE FORMATION	SERVICE AMENAG.	SERVICE P.E.E.C.	SERVICE DIVERS
<i>Emplois</i>						
183 - Prêts & Avances Accordés pendant l'Exercice						
184 - Remboursements Effectués de Prêts & Avances Reçues						
185 - Avances Nettes de Trésorerie Accordées Pendant l'Exercice						
TOTAL						
<i>Ressources</i>						
183 - Prêts & Avances Reçues pendant l'Exercice						
184 - Remboursements Reçus de Prêts & Avances Accordées						
185 - Avances Nettes de Trésorerie Reçues Pendant l'Exercice						
TOTAL						

**BUDGET
EXECUTE
2024**

**PRESTATIONS
& CONTRIBUTIONS
INTER SERVICES**

	TOTAL	SERVICE GENERAL	SERVICE FORMATION	SERVICE DIVERS
Charges				
1 868 - Contributions Versées aux Autres Services	110 642,00		110 642,00	
186 - (Sauf 1868) Autres Charges Inter-Services				
TOTAL	110 642,00		110 642,00	
Produits				
1 878 - Contributions reçues des Autres Services	110 642,00	110 642,00		
187 - (Sauf 1878) Autres Produits Inter-Services				
TOTAL	110 642,00	110 642,00		